

Objectif 3 heures !

La mobilisation pour l'accessibilité de la pointe bretonne a franchi un nouveau cap lundi 19 février à Quimper où 300 personnes, élu.es, responsables économiques, associatifs, universitaires ou culturels se sont retrouvés à la Maison du Département, pour dire, d'une seule voix, que le Finistère doit être connecté aux réseaux ferroviaires, routiers, aériens et numériques européens.



Le Finistère parle d'une seule voix

Le Finistère est bel et bien engagé dans un bras de fer pour que Brest et Quimper soient, dès que possible, à 3 heures de Paris.

Les conclusions du rapport Duron, estimant que la mise de Brest et Quimper à 3 heures de Paris ne constituait pas une priorité, ont fait l'effet d'une bombe lorsqu'elles ont été révélées, a rappelé Nathalie Sarrazebolles. La réaction unanime et immédiate de l'ensemble des conseillers départementaux, soutenus par la Région, a permis d'obtenir un recul du gouvernement qui considère, quelques jours après sa publication, que ce rapport « n'est plus d'actualité ». Dont acte. Reste maintenant à mener la bataille de l'accessibilité. Car, l'ensemble des orateurs qui se sont succédés à la tribune ont rappelé que la pointe bretonne a un besoin impérieux d'être connecté au réseau européen et donc d'être à 1 h 30 de Rennes et à 3 heures de Paris. « Notre attractivité dépend de notre accessibilité », ont répété les présidents de groupes au Conseil départemental, les maires de Brest et Quimper ou les représentants du monde économique, culturel ou associatif.

Après l'enterrement du rapport Duron, l'heure est maintenant à l'élaboration du rapport Rol-Tanguy.

Mais la vigilance reste de mise comme l'a rappelé François Cuillandre. En effet, la

lettre de mission adressée par la ministre des Transports à Francis Rol-Tanguy ne mentionnait pas, à l'origine, le Finistère. « Le pacte d'accessibilité de la Bretagne a depuis été intégré à cette lettre de mission, mais cette anecdote doit nous inciter à être sur nos gardes et fortement mobilisés », a insisté le président de Brest métropole.

La mobilisation reste à construire, a répété Loïg Chesnais-Girard qui a assuré les Finistériens du soutien de la Région « car la question des mobilités a toujours été un élément majeur dans l'histoire de la Bretagne ». Pour le président de la Région, il est essentiel de parler d'une seule voix et de partager la même stratégie pour faire adopter le pacte d'accessibilité qui contient quatre axes. Le ferroviaire, avec l'objectif des 3 heures pour Brest et Quimper, mais aussi le numérique, l'aéroportuaire et le routier avec la mise à deux fois deux voies de la RN 164.

Prochaine étape de la mobilisation, le déplacement à Paris, le 7 mars, des 54 conseillers départementaux du Finistère, accompagnés de tous les Finistériens qui le pourront à la Maison de la Bretagne avant de rencontrer le président de la République. D'ici là, la mobilisation de l'Ouest pour son accessibilité doit se poursuivre et s'amplifier.

CAP
FINISTÈRE
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 22/02/2018

SITE DE DEPOT
P1
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Maternelles en danger

L'école maternelle est en danger. Dans tout le pays des classes ferment pour permettre de doubler celles de CP dans les zones d'éducation prioritaires REP.

Cela conduit à surcharger les classes de maternelle et à remettre en cause la scolarisation des enfants de moins de trois ans.

S'il y a un sujet qui marque bien le clivage droite/gauche, c'est bien l'école maternelle. Depuis des années, la droite cherche à la supprimer pour la remplacer par des jardins d'enfants. Au contraire, la gauche, consciente que les inégalités se développent dès le plus jeune âge, n'a de cesse de lui donner les moyens de socialiser, dès que possible, les élèves. Toutes les études montrent qu'il existe une corrélation entre la scolarisation précoce et le taux de réussite au bac, notamment en Bretagne.

PS29

Chiffre de la semaine

519 millions d'euros

37 % du budget de la Région Bretagne sont consacrés à l'investissement.

Pour une réelle compensation

S'il a pour fonction de définir la ligne politique du parti et de désigner ses dirigeant.es, le congrès reste avant tout un moment de débats. Débat entre les différents textes d'orientations mais aussi par le biais de contributions thématiques présentées par les adhérent.es, sous réserve qu'elles soient « parrainées » par un.e membre du conseil national.



Jean-Marc Tanguy

C'est ainsi que Mélanie Thomin a porté la contribution de Jean-Marc Tanguy, conseiller départemental de Quimper, intitulée « *Sortir de la compassion pour enfin tendre vers une réelle compensation* ».

Pour, Jean-Marc Tanguy, qui a participé à l'élaboration des propositions de notre candidat Benoît Hamon à la Présidentielle, il est urgent de rompre

avec une approche compassionnelle, qui repose sur une forme de condescendance hautement stigmatisante, pour passer à une logique inclusive et solidaire.

Or, les lois majeures sur le handicap qui se sont succédées depuis celle fondatrice de 1975 ne prennent à chaque fois qu'un prisme thématique en particulier, mais jamais avec un véritable plan d'ensemble pour travailler à une compensation juste et réelle des conséquences d'une situation de handicap.

« Un ministère de plein droit pour un véritable agenda 22. »

Une personne ne se définit pas par son handicap, mais du fait d'un environnement hostile, elle se retrouve en situation de handicap, car en situation de discrimination. **« Si une personne en fauteuil est devant un escalier, ce qui pose problème n'est bien sûr pas le fauteuil, mais l'escalier. Et l'action politique se devra de supprimer l'escalier »**, explique l' élu de Quimper.

Pour enfin changer de logique, Jean-Marc Tanguy propose la création d'un **« ministère à part entière qui permettra de ne pas faire du handicap une question périphérique que l'on aborde quatre minutes en fin de meeting »**

en compilant des mesures sans lien entre elles». Ce ministère devra disposer de suffisamment de représentativité et d'autorité pour convoquer toutes les autres responsabilités ministérielles en vue de satisfaire l'engagement de la société inclusive.

« Pour permettre l'exercice plein et entier de la citoyenneté, sans compartimenter ou segmenter à outrance, il faudra passer par une politique ambitieuse, un plan d'ensemble, un véritable agenda 22, et des mesures particulières pour reprendre ensuite le chemin de l'égalité. »



Ce n'est pas le fauteuil le problème...

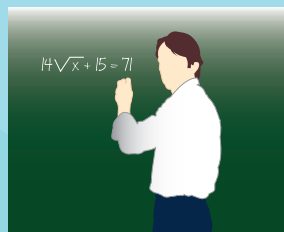
Jean-Marc Tanguy avance plusieurs propositions pour favoriser l'inclusion des personnes en situation de handicap. Lire la contribution sur le site www.ps29.org

Les propositions de la contribution



Une société accessible

Territoire par territoire, la situation de la chaîne d'accessibilité doit être évaluée par un grand plan accessibilité quinquennal afin que l'accès à tout pour tous soit une réalité quotidienne effective.



Pour une école inclusive

L'école doit être le lieu d'égalité par excellence. Cela passe notamment par la pérennisation et la généralisation des emplois d'Accompagnants d'Élèves en Situation de Handicap (AESH) et par la revalorisation de leur statut et formation pour en faire un vrai métier reconnu et qualifié.



Pour l'accès et le maintien dans l'emploi

Il faut sortir de la logique stérile et quasi mortifère des « quotas » de 6 % d'embauche de personnes handicapées, pour aller vers une logique non de sanction mais plutôt d'incitation, à travers le CICE par exemple. Aujourd'hui, le taux d'emploi des personnes handicapées n'est que de 4,9% dans le secteur public et de 3,1% dans le privé.

Les enjeux de l'économie numérique

S'il y avait une réunion qu'il fallait absolument retransmettre en Facebook live, c'était bien celle qu'a animée Philippe Ris le 10 février, à Brest, à propos de l'économie numérique.

Cette simple innovation peut modifier notre manière de faire de la politique, de se former et de débattre.

Mais l'ampleur des changements induits par le développement de l'économie numérique sera bien plus considérable.

Car nous n'en sommes qu'aux prémices puisque la date de naissance la plus communément admise est 2008, lorsqu'Apple a permis l'hyperconnectivité universelle avec son iPhone. Une immense partie de l'Humanité a désormais accès à une connaissance universelle quasi-gratuite. Les changements économiques, sociaux et politiques commencent à peine à se faire sentir. Mais déjà apparaît un risque de fracture numérique entre celles et

ceux qui ont accès aux outils numériques et celles et ceux qui, pour diverses raisons, en sont exclus.

Et les évolutions vont s'amplifier de manière très rapide puisque, selon la loi de Moore, la puissance informatique peut doubler en quelques mois. La disquette, qui a représenté une révolution, a rapidement été surpassée par le cd qui a lui-même été supplanté par les disques durs.

Les conséquences de cette révolution se feront sentir dans tous les domaines et Philippe Ris insiste pour que les politiques publiques prennent en compte les logiques qu'induit la nouvelle économie numérique. Car là où il y avait de la pénurie il y a maintenant de l'abondance, là où il y avait des produits chers, il y a maintenant de la gratuité. Tout doit donc être repensé. L'économie numérique change le modèle social. Or, cela a un impact majeur sur la protection sociale dont le financement est majoritairement basé sur un modèle de salariat. D'où la nécessité de transférer la collecte des cotisations salariales sur un autre dispositif (CSG, TVA sociale, flux monétaires, etc). **« Ne pas le faire à temps apparaîtrait alors comme une faute politique majeure qui ne pourrait que conduire à la faillite du système et à la ruine de ceux qui y seront encore rattachés »**, explique Philippe Ris dans une tribune publiée par le Think Tank L'Hétairie.

Vous pouvez retrouver la note « Savoir lire correctement l'économie : un impératif politique » publiée par Philippe Ris sur le site de L'Hétairie <https://www.lhetairie.fr/single-post/lire-economie-numerique>



La première retransmission en Facebook live

En savoir plus

De l'audace !



Loïc Chesnais-Girard a appelé les conseillers régionaux de Bretagne à faire preuve d'audace dans son discours d'ouverture de la session budgétaire.

Cette session s'est tenue dans un contexte d'incertitudes tant sur le plan financier que politique.

« Cette période ouvre des brèches », a insisté le président du Conseil régional. « Et le risque c'est l'attente, le risque c'est la tétanisation, le risque c'est finalement le repli. Mon option est inverse, toute inverse, je pense qu'il nous revient de saisir les opportunités, d'oser, de prendre des risques, d'être à l'avant-garde dans ce monde mouvant et parfois inquiétant.

L'avenir, c'est de travailler d'arrache-pied sur l'ensemble des opportunités malgré ce monde qui change. Et garder en tête que ce que nous dit le BREXIT, ce

que nous dit la Catalogne, ce que nous dit quelque part la Corse, c'est qu'il faut retrouver le chemin de la construction politique de l'Europe. Il nous faut retrouver ce chemin qui n'oublie pas que les citoyens européens veulent être le plus proches possibles des décisions, veulent pouvoir peser sur les choix politiques, veulent pouvoir s'exprimer et être respectés dans leur singularité.

Si nous n'écoutons pas ces aspirations, la pente vers le nationalisme sera de plus en plus glissante, et cette voie n'est bien entendu pas la nôtre.

À l'inverse, à ceux qui proposent des frontières, je propose le fédéralisme qui unit, qui rassemble, qui dépasse les oppositions au profit des coopérations, un fédéralisme qui peut nous permettre d'assurer notre sécurité et de retrouver notre souveraineté fiscale face aux grands groupes mondiaux qui nous posent tant de questions. »

C'est ainsi que Loïc Chesnais-Girard a réitéré sa proposition d'un contrat entre le Conseil régional et l'État. Le président de la République a proposé un

pacte girondin. Le président du Conseil régional lui répond : chiche !

Déserts médicaux

Le 15 février, Jean-Luc Fichet a interpellé le ministre de la Santé et des Solidarités sur la question de la désertification médicale à l'occasion des questions d'actualité au gouvernement.

« La puissance publique investit massivement pour inciter les médecins à s'installer dans les déserts médicaux sans résultat probant. Je demande que ces chiffres soient rendus publics et que l'on prenne des mesures non plus seulement incitatives mais aussi coercitives à partir du moment où les collectivités et l'État financent l'installation des médecins généralistes ! », a déclaré le sénateur du Finistère.

« Assez de voir des médecins partir à la retraite sans que l'on puisse les remplacer comme c'est trop souvent le cas dans notre département ! », a-t-il insisté en ayant une pensée toute particulière pour les habitants de Plounéour-Ménez et à leur maire qui se bat pour cela.

Agenda

10 mars

14h00 : Assemblée générale de présentation des textes d'orientation, à l'Espace François Mitterrand à Pont-de-Buis.

15 mars

Vote des adhérents sur les textes d'orientation.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1217 - Vendredi 23 février 2018
www.ps29.org - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directrice de la publication : Rachel NICOLAS

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFPS



MJS : nous appartenons à la famille socialiste

Mahaut Bertu

Mahaut Bertu, candidate à la présidence du Mouvement des jeunes socialistes, revient sur le congrès du MJS (Mouvement des Jeunes Socialistes) qui s'est tenu à Bondy les 10 et 11 février.

Cap Finistère : Tous les représentants des sensibilités du MJS ont publié un communiqué très dur à l'issue du congrès du MJS. Que s'est-il vraiment passé au congrès de Bondy ?

Mahaut Bertu : La phase des votes dans les fédérations, qui a débuté au mois de janvier, s'est relativement bien passée. Nous sommes entrés dans la commission de vérification des votes le vendredi soir dans un esprit constructif et serein. Nous avons quelques interrogations et nous pensons qu'il serait facile de lever les doutes qui pouvaient exister et je pense, notamment, à la Fédération de la Réunion. Nous avons, dans cette Fédération 60 votes et 7 délégués or, l'animatrice fédérale nous dit qu'il n'y a pas d'adhérents dans sa Fédération. Nous voulions simplement vérifier les PV de vote pour voir lever toute ambiguïté.

Mais nous nous sommes heurtés à un véritable mur de la part de la direction du MJS. Elle voulait que nous leur fournissions une liste des cas litigieux or, nous souhaitions vérifier l'ensemble des fédérations, sans a-priori, pour vérifier la sincérité des votes. Pour prendre connaissance des PV, nous devons nous rendre dans une autre pièce.

Au final, plusieurs votes, en particulier dans les Fédérations qui ne votaient pas pour la majorité ont été annulés. Compte tenu de la manière dont s'est tenue cette réunion, l'ensemble des sensibilités a décidé de publier un texte dénonçant ces méthodes.

Il n'y a donc pas eu de débat de fonds à l'occasion du congrès de Bondy.

Cap Finistère : Qu'est-ce qui se joue entre la « majorité » et les autres sensibilités ?

Mahaut Bertu : Dans une interview au Point, Benjamin Lucas, alors qu'il était encore président du MJS, a déclaré : « Je regarde avec beaucoup d'intérêt ce que fait Benoît Hamon et son mouvement Génération:s, qui correspond à ce que je pense » et il a rappelé que la double appartenance, MJS/Génération.s ne lui posait pas de problèmes, tout en reconnaissant tout de même que « la question se posera lors des élections ». Pour nous, les jeunes socialistes appartiennent à la famille socialiste et la double appartenance constitue un problème

dès maintenant.

Cap Finistère : Pour toi, quel rôle doit jouer le MJS ?

Mahaut Bertu : Je le répète, le MJS appartient à la famille socialiste. Je suis très fière d'appartenir à un mouvement qui a su être précurseur sur de nombreux sujets, comme le PACS ou le mariage pour tous.

Pour moi, le MJS doit jouer un triple rôle. D'abord, comme je viens de le dire, il doit être porteur d'idées audacieuses. Ensuite, il doit participer aux campagnes électorales des candidats socialistes. Cela signifie contribuer à l'élaboration des projets mais aussi participer aux actions militantes de manière à faire élire, sur l'ensemble du territoire, le maximum d'élu.es socialistes qui porteront nos valeurs. Enfin, et c'est un élément auquel nous apportons beaucoup d'importance, le MJS doit totalement s'inscrire dans le mouvement de l'éducation populaire. Il doit rester un espace de formation et de partage de connaissances.

Cap Finistère : Une scission et la création d'une autre organisation de jeunesse socialiste sont-elles envisageables ?

Mahaut Bertu : Pour ma part, je n'envisage pas une scission dans l'état actuel. Et d'ailleurs cette option n'est pas à l'ordre du jour puisque la très grande majorité des jeunes socialistes, y compris dans la majorité, sont attachés à la pérennité du mouvement dans lequel ils militent depuis parfois de longues années. Pour ma part, j'y ai adhéré en 2012 et je n'envisage pas de tirer un trait sur mon engagement.

Cependant, après le congrès de Bondy on peut parler de rupture de la confiance et du dialogue. Je n'ai pas envie de claquer la porte et d'ailleurs je ne vois pas pourquoi ce serait à nous de partir. Il est tout de même paradoxal de constater que la majorité prône une VI^e République plus démocratique et agit de manière autoritaire dans son propre mouvement.

Dans un premier temps, nous allons rencontrer la direction collégiale du PS pour expliquer ce qui s'est joué à Bondy. Ensuite, avec tous ceux qui veulent changer le MJS, y compris au sein de la majorité, nous allons mettre en place des espaces de travail, en ligne. Nous voulons améliorer le fonctionnement du MJS et le décentraliser. Voilà aujourd'hui notre objectif.

